



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

TOUJOURS DEBOUT ET DANS LA RUE CONTRE LA LOI TRAVAIL !

BULLETIN NPA RENAULT LE MANS

30 JUIN 2016

Le 14 juin nous étions plusieurs centaines de milliers de manifestantEs à Paris et en régions, avec des grèves dans de très nombreux secteurs : SNCF, raffineries, docks, nettoyage contre la loi travail... Le gouvernement a aussitôt répondu en aggravant la répression, allant même jusqu'à vouloir interdire la manifestation parisienne du 23 juin. Depuis quatre mois, le gouvernement et les médias ne cessent de répéter que cette mobilisation s'essouffle, qu'elle est minoritaire alors qu'elle se renouvelle sans cesse et que la loi est majoritairement rejetée par la population.

LA FUITE EN AVANT DU GOUVERNEMENT

Après avoir tenté d'interdire la manifestation de Paris, Valls a été contraint d'accepter un parcours. Un scandaleux micro parcours de 1,5 km de Bastille à Bastille encadré par un dispositif policier comme nous en avons rarement vu. Pendant ce tour de manège, une centaine d'arrestations « préventives » aux alentours de la manifestation ont eu lieu ainsi qu'à l'intérieur.

Cerise sur le gâteau, quelques jours plus tard, le gouvernement a tenté de reporter la Marche des Fiertés pour au final la limiter à quelques kilomètres sur un parcours rendant cette marche totalement « invisible » ! Quelques jours après la tuerie homophobe d'Orlando, il fallait oser.

Ces décisions ne sont qu'une fuite en avant d'un pouvoir qui n'a plus aucune légitimité, qui n'a que la répression, l'interdiction des manifestations, la

mutilation de manifestants, et le 49-3 pour faire passer sa loi.

CONTINUER LA MOBILISATION

Le chemin est encore long avant l'adoption de la loi par le Parlement. Un temps pendant lequel nous devons continuer à nous mobiliser pour obtenir le retrait de la loi.

Cette mobilisation montre que lorsque les travailleurs se mettent en grève massivement, qu'ils bloquent l'économie, alors le pouvoir tremble. Un mouvement de grève générale aurait, à n'en pas douter, déjà contraint le gouvernement à retirer sa loi, et à dégager lui-même.

C'est cette perspective que nous continuons à défendre, avec tous les militants du mouvement : il n'y aura pas de solution institutionnelle à la crise économique, ni à la politique du gouvernement. Comme le montre la mascarade du référendum sur l'aéroport de Notre Dame des Landes. Il n'y aura pas de sauveur en 2017 qui résoudra ces questions. Seule la mobilisation générale des travailleurs, des classes populaires, peut imposer le retrait de la Loi travail, dégager ce gouvernement et son monde.

LOI EL KHOURI : 3 MOIS DE MANIFS



Pour nous contacter :
Tél : 06 33 55 00 27

COURRIEL : NPA.SARTHE@GMAIL.COM

LAISSE TRAINER CE TRACT OÙ TU VEUX QU'IL SOIT LU

EURO DE FOOT : LE TRIO GAGNANT

La production de grands spectacles sportifs, comme toute activité industrielle, est avant tout une affaire de business : l'objectif est de produire du cash. Avec un trio de gagnants quoi qu'il arrive. D'abord les géants du BTP (Bouygues, Eiffage...). Construction de nouveaux stades et rénovation d'autres au prix fort, avec des contrats qui coûtent les yeux de la tête aux collectivités. Pour les équipementiers aussi (Nike, Adidas, Puma), l'Euro est une poule aux œufs d'or. Gros profits assurés sur le dos des salariés chinois ou autres qui fabriquent baskets et maillots pour des salaires de misère. Dans ce trio gagnant enfin, l'UEFA bien sûr, qui escompte cette année une recette de 1,9 milliard d'euros (billetterie, sponsoring, droits de retransmission). Sans compter le superbe cadeau fiscal de l'Etat, qui l'exonère d'impôts sur les recettes liées à l'organisation de la compétition.

POUR LE RESPECT DU DROIT DE MANIFESTER

Tirant prétexte de la lutte contre le terrorisme, puis de l'Euro de football ou encore des provocations qui ont émaillé des manifestations contre « la « Loi Travail », Hollande a saisi l'occasion du Conseil des ministres pour annoncer qu'il « *ne pourra plus y avoir de manifestation si les conditions de préservation des biens, des personnes et des biens publics (...) ne sont pas garanties* ». Et comme c'est ce gouvernement qui décide quand les conditions sont garanties, c'est une remise en cause des droits fondamentaux et l'interdiction de contester sa politique. C'est là la réponse d'un pouvoir aux abois, minoritaire dans le pays, y compris dans sa propre majorité. Et qui éclaire sur le vrai motif de la prolongation sans fin de l'état d'urgence. Raison de plus pour tout faire afin de précipiter sa chute.

ASSEZ DES PRATIQUES DE GHOSN « SAIGNEUR » DU MONDE

Le PDG multicartes de Renault Nissan, patron le mieux payé du Japon, cumule maintenant des rentes de 16,5 millions d'euros par an.

Pour ce faire il faut aussi être champion de la répression contre les syndicats. Aux Etats-Unis dans la principale usine Nissan de 5000 salariés, à Canton, tout est fait pour empêcher la création d'un syndicat. L'UAW le syndicat dans l'automobile aux USA, pourtant pas réputée pour son orientation lutte de classes, dénonce au plan mondial les pratiques de Nissan et s'en prend directement à Carlos Ghosn. Cela dure depuis des années !

Mardi 28 juin une délégation d'ouvriers de cette usine a manifesté devant les bureaux de Carlos Ghosn. Tous les syndicats de Renault les soutiennent !

A Bursa en Turquie, c'est Renault qui est en première ligne pour licencier des dizaines de délégués syndicaux ! Tous les actionnaires, à commencer par le gouvernement français, sont complices de ces pratiques et en profitent !

LES FORD JOUENT LES TROUBLE-FÊTE AUX 24 HEURES DU MANS

Samedi 18 juin 2016, les salariés de l'usine Ford de Blanquefort près de Bordeaux se sont invités sur le circuit du Mans où Ford fêtait en grandes pompes son retour dans cette course mythique. Par cette action, il s'agissait de dénoncer le contraste entre la fête du retour de Ford sur ce circuit et la face sombre de la multinationale à son usine de Blanquefort dont l'avenir et les emplois sont menacés.

Pas de recrutement, pas de formation, tous les indicateurs sont au rouge. Après un rassemblement devant l'entrée du circuit, une vingtaine de salariés sont entrés et ont occupé le stand de la marque. "On a voulu toucher encore l'image de Ford sur sa vitrine commerciale, on a montré qu'on était encore là, à défendre nos emplois, à ne pas lâcher" déclare Philippe Poutou.

CFDT : BERGER, L'IDIOT UTILE DU GOUVERNEMENT

Face à la mobilisation contre la loi travail qui ne désarme pas, la quasi-totalité de la classe politique et des médias, détenus à 95 % par les grandes fortunes du CAC 40, se déchaînent en général contre ceux qui osent relever la tête, en particulier contre la CGT. Mais le syndicalisme d'accompagnement n'est pas en reste, comme en témoignent les récentes déclarations de Laurent Berger, de la CFDT, pour qui « *le retrait serait inacceptable* ».

En ne communiquant que sur les rares points positifs du texte comme l'extension de la période de protection des femmes enceintes ou celle de la garantie jeune, dont on ne sait toujours pas comment elle serait financée, au profit de reculs gigantesques, il assure sans état d'âme le service après-vente du gouvernement. Il ose même soutenir que celle-ci serait une source de progrès social !

DES BALLONS RONDS ET SURTOUT DES RONDS

Le gouvernement français a exonéré l'UEFA de tout impôt sur les sociétés lors de l'Euro 2016 : 200 millions de recettes fiscales perdues, au profit d'une société qui ne connaît pas la crise, qui a encaissé plus de 250 millions de bénéfices nets après le dernier Euro, et en espère 900 pour cette année.

Même logique à Saint-Denis où des millions sont investis autour du stade, tandis que le centre-ville insalubre est laissé à l'abandon. Cinq personnes sont encore mortes dans un incendie le 6 juin dernier. L'Euro, c'est la fête pour les dieux du stade, la galère pour les simples mortel-le-s.

**LE BLOG DU SECTEUR
AUTOMOBILE DU NPA**
Tracts, infos, tout y est !
www.npa-auto-critique.org

